

La newsletter du Collectif des Associations Citoyennes, qui avance sur la banquise

Malgré les conditions très difficiles, le Pingouin avance sur la banquise, engrange de la nourriture dans son bec généreux pour nourrir ses petits. Il vit et grandit grâce à la solidarité du groupe. **Cette lettre quasi mensuelle apporte aux membres et sympathisants actifs du CAC, en temps réel, quelques informations sur la vie du réseau, l'action citoyenne et sur des thèmes de fond ou d'actualité.** Un lien permet d'accéder à la source de l'information et la consulter dans son intégralité.



Soutenez le Collectif !

Le CAC développe de multiples actions au service des associations citoyennes pour résister et construire sur le terrain des alternatives. Pour continuer à apporter des analyses, alertes, faire connaître les actions porteuses d'espoir, nous avons besoin de votre soutien. **Soutenir le CAC est un geste essentiel**

> Téléchargez le [bulletin d'adhésion ici](#) > [Faire un don](#)

Adhérez en ligne > [Individuel](#) > [Personne morale](#)

[Liens : [Charte, statuts...du CAC](#)]

L'action/la vie du Collectif

Rendez-vous le 10 Décembre, prochain temps de rencontre nationale du CAC !

Le CAC vous convie à sa prochaine « plénière » le 10 Décembre dans les locaux de la Ligue des Droits de l'Homme Paris XVIIIème ([lien ici pour infos détaillées et inscription](#)).

Cette journée sera l'occasion d'échanger, en petits et grands groupes, sur le thème « **De la crise à la transformation du secteur associatif** ».

La « Cartocrise » actualisée est en ligne

Pour nourrir les débats, notamment ceux du 10 Décembre, le CAC vous propose l'actualisation de [la « Cartocrise » du monde associatif](#), réalisé grâce à un énorme investissement de bénévoles du Collectif.

Cette carte a vocation à montrer géographiquement **l'évolution globale des subventions aux associations**, les choix et les priorités, les conditions particulières imposées à l'attribution des aides et aux relations entre associations et collectivités. Il s'agit aussi de montrer les **associations en graves difficultés du fait de l'évolution des politiques associatives**. Point important : vous pouvez **contribuer** à ce vaste travail de recueil de données grâce à notre formulaire simplifié [accessible ici](#).

Quelles réponses face à la marchandisation du « social » ? - Journée d'étude et de formation vendredi 13 Janvier 2017

Dans la lignée de notre dernière publication [Quand le social finance les banques et les multinationales](#), nous proposons avec les Collectifs *Avenir Educ's* et *Pour une éthique en travail social* **une journée pour comprendre et agir ensemble face aux lourdes évolutions du secteur social**.

Parmi les intervenants confirmés, notons d'ores et déjà Monique Pinçon-Charlot, Michel Chauvière, Patrick Lescure, J-Sébastien Alix, etc. Toutes les infos et le lien d'inscription [ici](#).

Projet *Culture, communs et solidarités* – les inscriptions sont encore possibles

Le projet [Culture, communs et solidarités](#) organisé par l'UFISC avec l'appui du CAC est lancé, venez y participer !

Vous trouverez [ici le lien](#) pour s'inscrire et pour avoir toutes les informations sur les 4 axes de travail proposés : processus de coopération / financiarisation vs action citoyenne / droits culturels / richesses et valeur.

Séminaire – cycle de rencontres : « co-construction des politiques publiques »

Dans le **prolongement du colloque Karl Polanyi** du 20 mai 2016 sur "co-production des politiques publiques et de l'action publique", le [RTES](#) a proposé au CAC, à l'[UFISC](#), au [RNMA](#), au [Mouvement Associatif](#) de participer à la mise en place d'une série de rencontres. La première aura lieu à Bordeaux en novembre spécialement sur le thème [co-construction des politiques publiques locales](#).

Le CAC cherche un-e volontaire en service civique

Pour **épauler l'équipe sur les actions de communication** le CAC cherche du renfort, donc pour lire et diffuser dans vos réseaux : [ici l'annonce](#) – propositions des volontaires attendues avant le 19 nov.

L'inacceptable

A Hayange, la mairie Front National veut expulser le Secours Populaire

Le Secours Populaire d'Hayange (Moselle), vient en aide à près de 800 personnes démunies ; des familles monoparentales, des enfants, des personnes âgées, victimes de la pauvreté et de l'exclusion... Pourtant, le maire FN, Fabien Engelmann, après lui avoir supprimé toute subvention, veut chasser l'association du local qu'elle occupe depuis près de vingt ans, au motif qu'elle ferait « de la propagande pro migrants ». Il souhaite confier les locaux à d'autres organisations caritatives venant en aide aux seuls français. **Pour dire non à cette grave dérive et soutenir le Secours Populaire à Hayange, vous pouvez signer ICI.**

Un plan social bien visible

La FRMJC Rhône-Alpes licencie 46 de ses salariés

La FRMJC Rhône-Alpes met en réseau plus de "200 associations régionales totalisant plus de 140 000 adhérents. Elle apporte aux MJC (maisons des jeunes et de la culture) une aide technique, culturelle et administrative et assure une *liaison permanente* entre elles. En redressement judiciaire depuis le 10 mai, après un premier allègement d'effectifs, elle doit aujourd'hui licencier 46 des 96 salariés restants : coordinateur, administratif, directeurs de MJC, etc. Cette décision, qui déstabilise de nombreuses MJC de la région, est conséquence directe des baisses de subventions de la Région, mais aussi des autres collectivités, elle-même justifiée par la diminution des dotations de l'État. Parmi les 4 repreneurs potentiels, un investisseur privé représenté par un expert-comptable. Une première dans l'éducation populaire. [Voir ICI](#)

Le CRY (Centre de Ressources Yvelinois pour la musique) en grand difficulté

Le CRY est aujourd'hui dans une situation économique dramatique, l'obligeant à licencier une partie de l'équipe. **Le Département des Yvelines a en effet décidé de lui retirer son soutien** (un tiers du budget) ce qui a provoqué des prises ces décisions douloureuses. Le CRY dénonce le double langage : « Alors que la coopération, l'ouverture et l'entraide abondent les discours officiels, les réseaux de terrain, actifs, sensibles, forces d'expérimentation et de solidarités tels que nous les entretenons, après avoir été des pionniers auréolés, sont aujourd'hui l'objet de défiance ». Cependant, il note que « la force d'un réseau ne réside pas uniquement dans ses moyens financiers mais bel et bien dans sa capacité d'union, de débat, de solidarité. Refusant le repli sur soi et la mise en concurrence comme mode de relation, prescrit insidieusement comme une fatalité, il reste à l'écoute de toutes et tous ceux qui souhaitent partager constats et espoirs nouveaux ». [LIRE le COMMUNIQUE ICI](#)



Agir

Daniel Breuiller, maire d'Arcueil, répond au FN

Arcueil a accueilli bien des migrants, des gens célèbres, mais aussi des maçons, des carriers, etc. À Arcueil, des particuliers se sont portés volontaires pour accompagner les migrants. Beaucoup de familles françaises ont un parent ou un aïeul étranger. Ils forment notre nation par leur adhésion aux valeurs de la République. Votre discours ressemble énormément aux années 30. Les êtres humains en la capacité de s'élever, la capacité d'empathie de fraternité. Ils ont aussi des pulsions de mort et de violence, contre lesquels la culture, l'éducation et l'amour de son prochain doit former rempart. Vous portez une très lourde responsabilité en appuyant sur ses tentations de l'année de xénophobie. Nous ne laisserons pas dénaturer notre pays. [Lire l'article RESF ICI.](#)

Pas sans Nous décide de ne plus participer aux instances de concertation

La coordination nationale « Pas sans nous » (PSN) dit « *NON, Madame la ministre, nous ne participerons pas à cette nouvelle mascarade* » au travers d'un communiqué où sont exprimées les raisons du refus de participation à la **journée d'échanges des associations de proximité** organisée par le secrétariat d'État à la ville ce 25 octobre 2016. En effet beaucoup d'associations n'y sont pas invitées et on ne connaît pas sur quels critères d'autres le sont, incarnant ainsi « *la politique gouvernementale de la division et du soupçon vis-à-vis de tous ceux qui veulent affirmer l'autonomie et l'indépendance des associations* ». C'est aussi l'occasion de rappeler les difficultés rencontrées par les associations dans les territoires (chartes discriminatoires, subventions non notifiées en oct, contrôles disproportionnés...). [LIRE le](#)

[communiqué du 25/10/16](#). Le mois dernier PSN avait annoncé sa décision de ne plus participer aux instances de concertation et de travail de la politique de la ville face au climat politique totalement délétère et aux propos irresponsables du gouvernement à l'encontre des habitants des quartiers de la politique de la ville, face à la réduction des problèmes sociaux à la seule question religieuse, les questions d'école, d'emploi, de santé ou de logement étant complètement occultées. Elle l'a fait savoir par une [lettre ouverte envoyée](#) au Premier ministre.

Migrations et Changements Climatiques. Appel à la COP 22

Suite au séminaire Migrations et Changements Climatiques, le 10 septembre, une vingtaine d'organisations, dont le CAC, lancent un appel aux participants de la COP 22, soulignent que les changements climatiques ont un impact direct sur les conditions de vie des populations les plus vulnérables, notamment celles des régions oasiennes, sahéliennes, montagneuses et littorales. La pression du réchauffement climatique sur l'environnement renforce les inégalités sociales et menace les droits humains des populations, en les exposant à l'exil et à la migration forcée. Elles appellent les États à tenir les engagements pris à Paris, en agissant contre l'extractivisme et l'accaparement des terres au profit du capital, et pour la préservation des écosystèmes et en changeant de modèle économique. La justice climatique ne doit plus être dissociée de la justice sociale, des problématiques économiques et des modes de gouvernance. Pour diffuser cet appel [suivre CE LIEN](#).

Construire

La Cour pénale internationale reconnaît le crime d'écocide

Une très bonne nouvelle ! La procureure générale de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, a annoncé le 15 septembre l'élargissement de son champ d'action, pour la première fois, à certains crimes environnementaux. Désormais, la Cour, qui juge entre autres des affaires de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, s'intéressera également aux crimes liés à *l'exploitation illicite de ressources naturelles*. Pour Global Witness, «cette décision montre que l'âge de l'impunité arrive à sa fin. Les dirigeants d'entreprises et les politiciens complices de l'expropriation de terres, de la destruction des forêts tropicales ou de la pollution de sources d'eaux pourraient bientôt se trouver assignés en justice à la Haye, aux côtés de criminels de guerre et de dictateurs. Cela peut permettre d'améliorer la vie de millions de personnes et de protéger des écosystèmes dans un état critique ». Lire l'article : [La Cour pénale internationale se penche enfin sur les crimes environnementaux](#). On peut écouter aussi l'excellente émission de France Culture « la Grande Table » du 21 octobre Écocide : [Faut-il repenser les droits de la Terre ?](#)

COP 22 : Une flottille pour la Justice Sociale et Climatique

La prochaine COP22 aura lieu à Marrakech dans une poignée de semaines. Des citoyen-ne-s mobilisé-e-s s'embarquent en bateau pour relier plusieurs pays méditerranéens avec l'Odyssée des Alternatives Ibn Battûta. Leur but est de promouvoir les alternatives locales et affirmer les valeurs de partage et de solidarité qui seules permettront de relever le défi du dérèglement climatique, avec ses conséquences déjà visibles. Ils lancent un Appel « D'une rive à l'autre de la Méditerranée et du Sahel, Ensemble pour la Justice Sociale et Climatique ». [L'appel est ICI](#).

La ressourcerie du spectacle partage les savoirs et les ressources

Au carrefour du réemploi et de l'économie sociale et solidaire LRDS investit les champs du spectacle et de l'événementiel en accompagnant les acteurs culturels et artistiques dans l'élaboration et la mise en œuvre créative et technique de leurs projets. L'association, basée à Villejuif, récupère le matériel en fin de vie (enceintes, lumière, structures), le répare et assure des prestations événementielles avec le matériel en lui donnant une seconde vie. La mutualisation des savoirs permet à chaque ressourcier d'être accompagné dans un partage des savoirs par une professionnalisation positive. Pour contacter la [ressourcerie du spectacle c'est ICI](#).

Pour un fonds d'initiative citoyenne

29 personnes de différents mouvements proposent la création d'un fonds d'initiative citoyenne gérée par une instance indépendante et pluraliste, afin que les initiatives permettant d'organiser du débat, de la contre-expertise et toute forme de mobilisation concernant l'action publique dispose des moyens nécessaires pour pouvoir se développer "Il est indispensable et urgent de revitaliser la démocratie en élargissant son fonctionnement à une démocratie d'initiative citoyenne. Notre ambition est de construire et de garantir le pouvoir d'agir des personnes les plus éloignées du débat public et des lieux de décision. L'enjeu est de traduire le dynamisme de la vie collective locale, d'exprimer l'énergie et la créativité de chacun-e." Pour signer la [pétition en ligne cliquez ICI](#).

Comprendre

CETA : la Wallonie oblige l'Europe à amender le CETA. Bravo ! Mais le CETA demeure, et quelle est la portée des concessions obtenues ?

La Wallonie a dit non au traité initial du CETA, obligeant l'Europe et les canadiens libéraux au pouvoir à de véritables négociations, bien que tardives. La France, avec ses 60 millions d'habitants, aurait pu faire largement aussi bien que la Wallonie (3 millions d'habitants), si elle l'avait voulu. Les médias se sont empressés de dire que le traité avait été signé tout en restant très discrets sur les contreparties obtenues par les wallons. Celles-ci ne sont pas négligeables : « Le CETA n'affectera pas la possibilité des états membres de l'union européenne de restreindre d'interdire la culture d'OGM sur leur territoire. Les juges des tribunaux arbitraux seront nommés par les états membres, et devront être rémunéré par l'union européenne et le Canada de manière permanente et ne pas être issu des milieux d'affaires. Un pays pourra se retirer du CETA s'il estime que les importations de produits agricoles canadiens perdent trop le secteur agricole... ». Mais il s'agit d'une déclaration interprétative et le texte du traité a été adopté sans changement. On peut donc s'interroger sur la portée des concessions obtenues par les wallons. Au-delà, c'est le principe même d'un accord de libre échange qui doit être remis en cause (voir ci-dessous). **La mobilisation est plus que jamais nécessaire** pour résister à cette pente mortifère pour la société et la démocratie. [Voir ICI](#).

Pourquoi le CETA est un cheval de Troie ?

Jean Gadrey publie sur son blog quelques extraits d'une bonne analyse, très concrète, des enjeux du CETA, par un spécialiste de la finance, Michel Crinetz, ancien contrôleur à l'Autorité de Contrôle Prudentiel, membre du collectif Roosevelt. On y trouve dans la deuxième partie une réflexion qu'on trouve rarement ailleurs sur le fait que, pour les services financiers, c'est encore pire que pour le reste, qui est pourtant gratiné... [LIRE l'article ICI](#).

Adaptation du CICE au secteur associatif : 600 millions pris d'une main et redonnés de l'autre

Le gouvernement a annoncé le 7 octobre un « CICE adapté au secteur associatif » représentant « un effort exceptionnel de 600 millions d'euros » inscrit dans la loi de finance 2017. Cette mesure nouvelle (en réalité un crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires alors que le CICE s'impute sur l'impôt sur les sociétés) correspondait à une demande légitime des entreprises d'économie sociale et solidaire engagées dans des domaines concurrentiels. Cependant, le CAC a souligné dans un communiqué qu'il s'agit assez largement d'un effet d'annonce, que ces 600 millions risquent d'être prélevés par redéploiement sur d'autres financements attribués aux structures associatives et que plus profondément le principe de cette mesure dépossède la puissance publique de ses capacités d'intervention dans le combat pour les solidarités contre les inégalités. Il serait plus opportun de créer un fonds pour des financements stables et garantis aux associations, en privilégiant le recours aux conventions pluriannuelles. [LIRE le communiqué ICI](#).

Loi Sapin 2 : un couteau sans lame...

Au vu des ambitieuses déclarations du Président de la République et du ministre des finances Michel Sapin, tous les espoirs étaient permis que le projet de loi « Sapin 2 » relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique marque une rupture radicale dans la vie de la République et promulgue enfin des règles limitant le pouvoir d'influence démesuré des lobbies sur la décision publique. Malheureusement, tel qu'il a été voté la semaine dernière en seconde lecture par l'Assemblée nationale, l'article 13, fixant les règles de transparence qui s'appliqueront aux représentants d'intérêts dans leurs rapports avec les pouvoirs publics, est « un gruyère » selon Claire Nouvian, Présidente de BLOOM. L'association avait elle-même proposé aux députés une [série d'amendements](#) sur le texte. Lire l'article : [L'encadrement des lobbies dans la Loi Sapin 2 ? Un gruyère !](#)

Pour autant, rien n'est joué définitivement, car les pressions vont être très fortes dans les prochaines semaines. C'est pourquoi la mobilisation doit s'amplifier contre le CETA et contre tous les projets de libre-échange reposant sur les mêmes principes que le TAFTA et le CETA.

Agenda, livres et documents

Cinquantenaire. Freinet toujours debout !

Dans un numéro spécial (Octobre 2016), l'ICEM -Pédagogie Freinet montre l'actualité du message du grand pédagogue. 2016, c'est le cinquantenaire de la disparition de Freinet, mais c'est aussi 90 ans de pratiques, d'expérimentations et de recherches à l'école et hors de l'école, de la maternelle au lycée. [Voir ICI](#).

Sortie du film « la Sociale » de Gilles Perret, le 9 novembre

En racontant l'étonnante histoire de la sécurité sociale, la sociale rend justice à ses héros oubliés, mais aussi à une utopie toujours en marche, dont bénéficient 65 millions de Français, au moment où le projet de l'union européenne et de nombreux candidats aux présidentielles et de remettre en cause le paritarisme et s'est acquis fondamental pour une société solidaire. Voir la [présentation ICI](#). La journée organisée par le CAC le 13 janvier permettra d'approfondir cette question et de préciser les réponses possibles (voir plus haut l'annonce de cette journée)

Université d'automne de la LDH : Les communs, un nouvel universalisme ? 26 et 27 novembre

Des questions fondamentales y seront posées : Qu'avons-nous en commun et de commun ? Que signifie la migration d'une notion datée et liée à un monde agricole vers une vision plus large englobant tous les secteurs de la société ? Quelles théories et doctrines à ce sujet ? Quelle place pour les communs dans le droit international ? Quelle gestion étatique, institutionnelle et territoriale ? Quelles perspectives, enfin, avec les pratiques citoyennes de mise en commun, de partage et de cogestion ? Les communs font-ils liens philosophiquement, politiquement, moralement et pratiquement, entre sauver la possibilité même de la vie et refonder le vivre ensemble ? À l'Espace Reuilly, 21 rue Hénard 75012 Paris. Voir le [programme et s'inscrire ICI](#).

Assises nationales pour le service public du XXIe siècle

Les assises nationales du service public du XXIe siècle ont lieu à Montreuil le 19 novembre.

Ces derniers mois ont été marquées par les actions contre la loi Travail et l'acharnement gouvernemental à faire passer cette loi, contre l'opinion publique très largement opposée et sans même de majorité à l'assemblée nationale. Dans le même temps, des luttes multiformes se multiplient sur le terrain, avec parfois des succès significatifs. La Convergence de défense et de développement des services publics invite tous ceux qui luttent pour le maintien et la reconstruction des services publics dont nous avons besoin pour le XXIe siècle (bureau de poste, éducation, santé, hôpitaux, eau et assainissement, transports collectifs, sécurité sociale, services aux personnes, énergie, réseaux de communication, service des finances) à converger lors des assises du service public qui auront lieu le samedi 19 novembre à Montreuil. Pour avoir un aperçu des luttes, s'inscrire et faire part de vos propositions, [voir ICI](#).

Forum-débat « Non à Europacity » (Triangle de Gonesse) – mardi 8 novembre

Un forum-débat pour proposer des Alternatives au projet « Europacity » qui veut détruire des terres agricoles fertiles du 95 pour y construire une zone commerciale à vocation « ludo-récréative » pour touristes fortunés. Venez nombreux proposer un autre avenir pour le Triangle de Gonesse le mardi 8 novembre 2016 à 19h00 Espace Jean Dame - Paris 2^{ème}. Plus [d'info ICI](#).

Jusqu'au 15 novembre, le Festival Alimentterre

Depuis 2007, le Festival de films documentaires ALIMENTTERRE, coordonné par le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), est un événement incontournable sur les enjeux du droit à l'alimentation. Il mobilise 900 acteurs locaux engagés à sensibiliser plus de 55 700 spectateurs en France et dans 9 pays sur ces problématiques. Axée sur la thématique "Solutions pour nourrir la planète", la sélection de films 2016 met à l'honneur des héros du quotidien, paysans, populations autochtones, élus, entrepreneurs, consommateurs, issus des 4 coins de la planète qui s'engagent en faveur d'une agriculture et une alimentation durable. Vous souhaitez vous engager pour défendre l'agriculture locale et paysanne sur votre territoire ? Vous aussi, organisez une projection-débat ALIMENTTERRE et rejoignez les centaines de bénévoles mobilisés sur toute la France et dans 9 pays. Voir www.festival-alimentterre.org,

Collectif des Associations Citoyennes

www.associations-citoyennes.net

Tél : 01 48 07 86 16 - Tél port. : 07 70 98 78 56